

Déclaration des élus communistes de la Région, du Département et de la CREA

L'avenir du raffinage à Petroplus: le renoncement ne doit pas être à l'ordre du jour

A la Région, au Département et à la CREA, la question de l'avenir de Petroplus est à l'ordre du jour sous forme d'un projet de convention co-signée des 3 collectivités.

A cette occasion, les élus communistes à la Région, au Département et à la CREA réaffirment leur soutien à la poursuite de l'activité de raffinage sur le site. L'heure n'est pas au renoncement. La priorité n'est pas d'envisager la ré-industrialisation du site ni son repositionnement industriel. La solution en faveur d'un repreneur doit être soutenue comme s'y est engagé l'ensemble des responsables politiques et élus locaux et nationaux auprès des organisations syndicales de l'entreprise.

Les capacités financières de la BPI doivent être mises au service de la sauvegarde de l'industrie et notamment de Petroplus. A défaut d'un repreneur, les pouvoirs publics doivent aller jusqu'à la nationalisation de l'entreprise dans l'objectif de jeter les bases d'un pôle public de l'énergie.

Il s'agit là d'un enjeu d'indépendance énergétique nationale, à l'heure où M. de Margerie, PDG de Total se croit permis d'annoncer la fermeture de nouvelles raffineries en France, conduisant à des importations massives de produits raffinés, des produits fabriqués dans des conditions sociales et environnementales inacceptables et qu'il conviendrait donc de taxer.

En ce sens, les élus communistes des trois collectivités sont porteurs d'un amendement qui consiste à inscrire noir sur blanc dans les délibérations concernées l'objectif prioritaire du maintien de l'activité de raffinage sur le site.

Jean-Luc LECOMTE, Conseiller régional, président du groupe Front de gauche

Jean-Louis JEGADEN, Conseiller général, président du groupe des élus communistes

Dominique HARDY, Vice-président de la CREA, président du groupe communiste, républicain et citoyen

Rouen, le 19 juin 2013